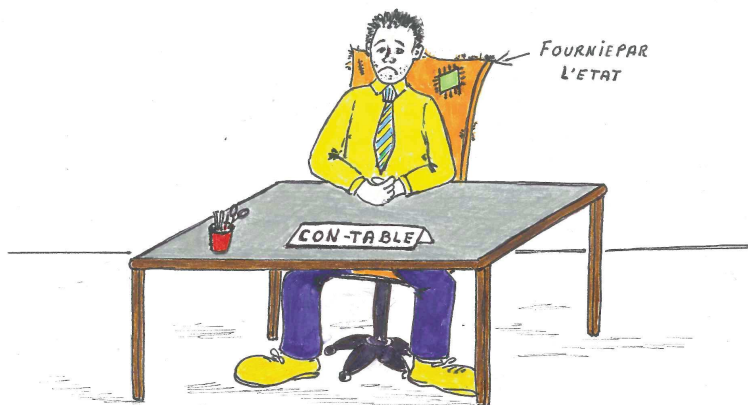


<< Pour être comptable, il faut un con, une table et c'est à l'Etat de fournir la chaise >>

Gérald DARMANIN



## Sommaire

Page 1 : Édito

Page 2 : Pas vu sur Ulysse,  
un tour de passe-passe

Page 3 : Mots croisés

Page 4 : Cours du  
professeur émérite Gérard  
Manfo

## Édito

Notre cher ministre, humoriste à ses heures perdues, a donné le signal de départ d'un été tumultueux d'un point de vue politique : l'affaire du con-table, l'affaire Benalla, la démission du ministre millionnaire écolo-capitaliste qui est retourné vendre du gel douche.

Le summum de cet été fut l'improvisation du gouvernement concernant le prélèvement à la source (PAS). A l'issue d'un psychodrame stupéfiant qui a duré une semaine : le PAS est maintenu avec des aménagements nouveaux liés à la prise en compte de certains dispositifs (crédits et réductions d'impôt).

Chacun a pu le constater : le principal "bug" de la période estivale était indéniablement entre l'Élysée et le gouvernement !

Les agent(e)s des finances publiques subissent de longue date non seulement des suppressions d'emplois alors que la charge de travail s'accroît mais aussi des restructurations. Avec la mise en œuvre du PAS, le travail va encore évoluer sans pour autant s'alléger, bien au contraire. Et ce d'autant plus que le gouvernement a prévu de nouvelles suppressions d'emplois.

Bref, on ne s'est pas ennuyé une seconde !

Maintenant nous devons affronter la rentrée et les nouvelles attaques antisociales qui nous attendent : réforme des retraites avec mise en place de la retraite à points, quasi gel des retraites et des allocations, réforme de l'assurance chômage.

Autant de motifs de se mettre en grève le 9 octobre !



## PAS VU SUR ULYSSE

Une nouvelle fois la caisse du SIP de Bourges a subi une série de fermeture au public. Depuis plus d'un an, ces fermetures sont devenues hélas monnaie courante. Comment expliquer ces dysfonctionnements ?

Au début, c'était l'ensemble du site qui était fermé les jours de pénuries, mais depuis quelque temps, seule la caisse est fermée. Un moindre mal, direz-vous...

Nous suggérons de modifier l'affichage puisqu'il n'y a malheureusement plus de notion exceptionnelle lorsque le phénomène se produit si souvent ! "La caisse sera **régulièrement** fermée" serait la formule la plus adaptée...



## PASSE-PASSE

Par un tour de passe-passe, et malgré les doutes de l'exécutif, le Premier Ministre a confirmé la mise en place du PAS en 2019.

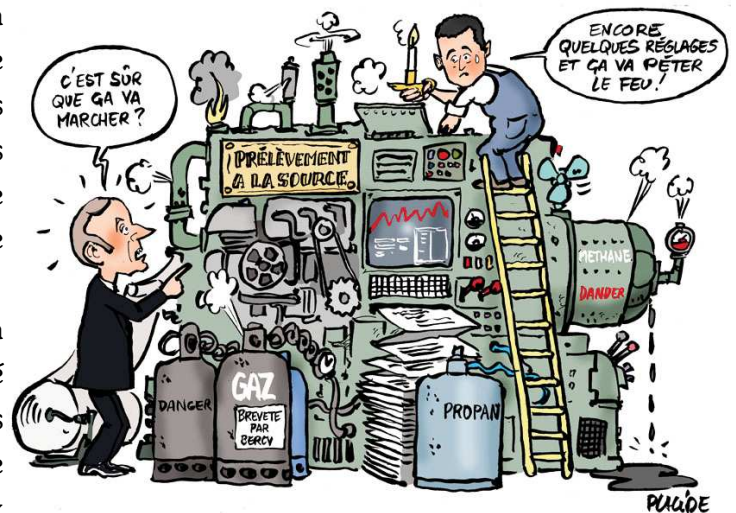
Comment aurions-nous pu douter de l'application de la réforme après le courrier adressé aux contribuables par Mr Darmanin. Chose rassurante dans la correspondance de notre ministre, il "en profite" pour remercier les agents des Finances publiques : "Tous ses agents sont en outre à votre disposition dans le service des impôts des particuliers de votre domicile, et je profite de cette lettre pour les remercier de leur disponibilité et de leur professionnalisme".

Quelle heureuse opportunité lui est offerte pour nous remercier tant il est vrai que la DGFIP manque de moyens de communications en interne. Néanmoins, regrettons de ne pas avoir eu connaissance d'une table de conversion pour transformer ces remerciements en euros.

Devons nous comprendre que nous sommes à la disposition de nos concitoyens ? Que notre disponibilité et notre professionnalisme seraient les seuls garants de la réussite de la réforme ? Ainsi les très improbables dysfonctionnements ne relèveraient que du manque de disponibilité et de professionnalisme de certains personnels.

Soyons rassurés, on nous assène que la réforme va simplifier "la vie du contribuable". Il sera donc aisé d'expliquer à un jeune agent des Finances publiques qui débute sa carrière en septembre 2018 qu'il supportera un prélèvement à un taux

« neutre » et qu'il devra attendre l'exploitation de sa déclaration des revenus en 2019 pour que lui soit restitué les prélèvements indus en cas de non-imposition. Pour le faire patienter nous pourrions peut être lui citer l'exemple de cadres supérieurs qui partiront à la retraite fin 2018 et qui verront leurs revenus de l'année 2018 neutralisés par le CIMR (Crédit d'Impôt pour la Modernisation du Recouvrement).



Nous sommes et serons particulièrement exposés pour accompagner les contribuables dans cette réforme, aussi espérons que le prélèvement à la source ne devienne pas un puits sans fonds et qu'au fil de l'eau, la tragédie de Manon des sources ne devienne pas celle de Macron des sources.

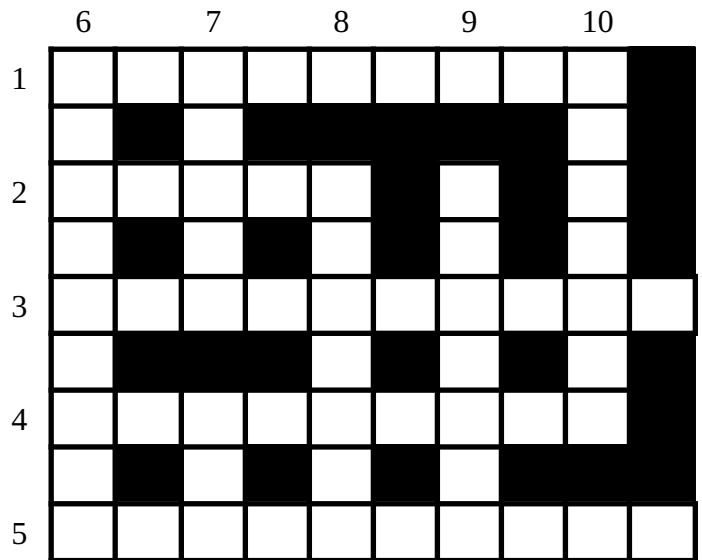
# MOTS CROISES

## L ESSENTIEL FAIT SA RENTREE

Après la plage, la rando, le farniente  
voici déjà l'heure de la rentrée;  
Pas besoin d'un sac à dos pour y glisser nos  
ambitions et fondamentaux;  
Tout ce qui fait régresser doit être combattu  
et tous associés.  
Il faut continuer d'exercer ce beau métier  
au plus près des gens pour leur délivrer  
des renseignements complets de qualité.  
si le nouveau CAP imposé laisse subsister quelques  
secrets, ce qui suit peut vous éclairer

### Définitions

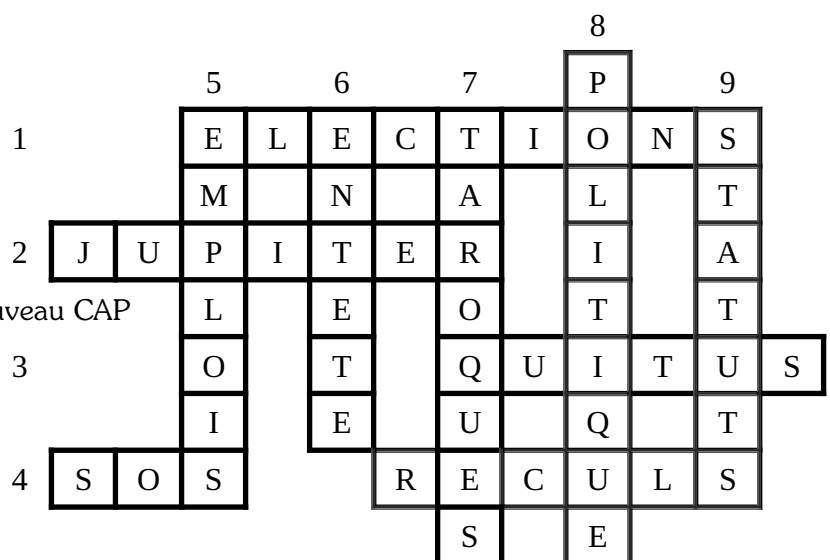
- 1 - Il en manque dans sa présentation
- 2 - Sa mise en oeuvre en est un qui vient du plus haut niveau
- 3 - Il faut l'être pour n'accepter aucune contradiction
- 4 - Ce nouveau dispositif le deviendra-t-il?
- 5 - Elle est au coeur du dispositif du PAS
- 6 - Est-elle inutile puisqu'en voie de disparition
- 7 - a) N'en n'attendez pas à son sujet  
b) Gésir est son origine: ajoutez "ci" et vous aurez l'avenir de la DGFIP
- 8 - Avec ou sans ,personne ,n'échappera à son filet destructeur
- 9 - La technique du bonbon ne lui sied pas
- 10 - Elle est celle qui répond à la question du "qu'est- ce- que"



Solution des mots croisés dans  
le prochain Berry déchainé

### Définitions

- 1 Elles approchent et doivent nous mobiliser
- 2 Serait-il descendu sur terre ?
- 3 Nous n'avons pas donné le nôtre pour ce nouveau CAP
- 4 a) Avant que le navire ne coule envoyons le  
b) Ceux que nous subissons sont réels
- 5 Des milliers d'entre eux doivent disparaître
- 6 Ce n'est pas l'être que de défendre nos idées
- 7 Tous nos reculs le seront du sceau de Jupiter
- 8 Elle décide de tout même de notre avenir
- 9 Leur chasse est ouverte



Solution des mots croisés du  
Berry déchainé n°20



# PRECIS D'ECONOMIE

"La dette en France représente 98% du PIB !"  
( cours du Professeur émérite Gérard Manfo et non dispensé par les milieux autorisés ou le prétendant)



Le poids de la dette nous est régulièrement opposé, pour justifier les sacrifices auxquels nous devons consentir. Les suppressions d'emplois dans la fonction publique et singulièrement dans notre administration, et les restructurations et fermetures de services qu'elles induisent, se trouvent ainsi légitimées, "parce que la dette !".

Nous nous devons de répondre à cet argument fallacieux qui sert une visée dogmatique anti-services publics et anti-fonctionnaires. Pour preuve, lorsqu'il s'agit de faire des cadeaux fiscaux (suppression de l'ISF, 4 Md€, mise en place de la flat tax sur les revenus du capital, 1,5 Md€, fin de l'exit-tax, 800 M€, pérennisation des niches fiscales, 86 Md€, et du pacte de responsabilité, 41 Md€ ...) qui coûtent "un pognon de dingue", il n'est plus question de dette !

On annonce l'apocalypse quand on soutient que la dette en France représente 98 % du PIB !

C'est vrai, mais ce qui n'est pas moins vrai, c'est dire que cela n'a aucun sens.

Le PIB est, en effet, la richesse produite par le pays sur un an ; or, la moyenne de détention d'un titre de dette de l'État est de 7 ans et 336 jours (donnée Agence France Trésor, de mai 2018). Dès lors, si l'on rapporte notre dette publique au PIB du pays sur 7 ans, on tombe à 14%, bien loin des 98%, brandis par les caudataires de l'ordre ultra-libéral.

Imaginez qu'on rapporte votre emprunt immobilier à vos seuls revenus d'une année !?

C'est exactement ce que leurs experts de la dette font, lorsqu'ils la ramènent au PIB.

Comme dirait l'autre l'argument "fait pshiiittt !!!".

Ensuite, parce que la garantie ultime de la dette d'un Etat, ce n'est pas la richesse produite par le pays tout entier sur un an. La garantie ultime, c'est l'existence, ou pas, d'un patrimoine public total supérieur à la dette, car cela signifie que l'Etat détient davantage qu'il ne doit.

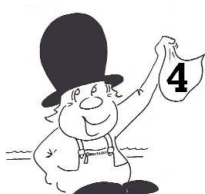
C'est d'ailleurs la raison première pour laquelle la France, pays doté d'un très vaste patrimoine public (infrastructures, immobilier, entreprises publiques...), est considérée par les prêteurs comme un emprunteur sûr, quand des pays pauvres dépourvus de patrimoine public sont considérés comme des emprunteurs à risque.

C'est aussi pourquoi, les mesures présentées comme de saine gestion de vente tous azimuts de notre patrimoine immobilier ou de nos entreprises publiques n'ont économiquement pas de sens, puisqu'elles diminuent notre solvabilité globale.

Ceux-là même qui prétendent réduire la dette, pour justifier leur politique anti-sociale n'en sont plus à une contradiction près en souhaitant dilapider le patrimoine public.

Enfin et surtout, ce qui ne résiste pas aux promoteurs du "parce que la dette !", c'est l'argument selon lequel ces saignées dans nos dépenses publiques seraient de nature à réduire conséquemment le niveau de la dette.

Imaginons, qu'à la faveur d'une politique austéritaire sans précédent, nous dégagions un excédent budgétaire d'environ 1 % de PIB et que nous le consacrons au remboursement de la dette, il nous faudrait 100 ans pour y parvenir !



Contact :  
solidairesfinancespubliques.ddfip18  
@dgfip.finances.gouv.fr

**Solidaires**  
**Finances**  
**Publiques 18**

Tél. :  
02.48.27.18.46